

## Extrait du compte rendu de la 548e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel (Rome, 16 mai 1979)

**Légende:** Lors de la 548e réunion du Conseil de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), tenue au niveau ministériel le 16 mai 1979 à Rome, les délégations interviennent sur le développement des relations Est-Ouest. Le secrétaire d'État français chargé des affaires européennes Pierre Bernard-Reymond se félicite des bonnes relations entre la France et l'Union soviétique et se prononce en faveur de la détente, qui doit aller de pair avec le désarmement, soulignant l'aboutissement des négociations américano-soviétiques pour la limitation des armements stratégiques. Mais comme la détente repose en même temps sur un équilibre des forces, la France entend maintenir aussi longtemps que nécessaire son effort de défense. Le sous-secrétaire d'État adjoint au ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth Sir Ewen Fergusson décrit de son côté les difficiles relations entre l'URSS et le Royaume-Uni. Selon lui, le gouvernement britannique se déclare généralement favorable à la détente, mais à condition que celle-ci ne soit pas une détente à sens unique. D'où le maintien d'une capacité de défense convaincante.

**Source:** Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. Extrait du compte rendu de la 548e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel le 16 mai 1979 à Rome. II. Relations bilatérales Est/Ouest. CR (79) 5. pp. [s.p.]; 11-19. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Organs of the Western European Union. Year: 1975, 01/02/1975-30/12/1982. File 132.15. Volume 5/7.

**Copyright:** (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/extrait\\_du\\_compte\\_rendu\\_de\\_la\\_548e\\_reunion\\_du\\_conseil\\_de\\_l\\_ueo\\_tenue\\_au\\_niveau\\_ministeriel\\_rome\\_16\\_mai\\_1979-fr-3ce35ccc-53bb-4c46-a617-633eecf68073.html](http://www.cvce.eu/obj/extrait_du_compte_rendu_de_la_548e_reunion_du_conseil_de_l_ueo_tenue_au_niveau_ministeriel_rome_16_mai_1979-fr-3ce35ccc-53bb-4c46-a617-633eecf68073.html)



**Date de dernière mise à jour:** 13/10/2016

**SECRET**

EXTRAIT DU COMPTE RENDU DE LA 5<sup>ème</sup> REUNION  
DU CONSEIL DE L'U.E.O. TENUE ~~EN~~ AU NIVEAU  
MINISTERIEL LE 16 MAI 1979 A ROME

DOSSIER NO.  
CR (79) 5

Président: S.E. M. A. Sanza, Sous-secrétaire d'Etat  
au Ministère des affaires étrangères de l'Italie

## II. RELATIONS BILATERALES EST/OUEST

Mme HAMM-BRÜCHER observe que, depuis le dernier Conseil ministériel, les relations Est/Ouest ont été conditionnées par un certain nombre de facteurs qui, ou bien ont pris plus d'importance, ou bien sont apparus pour la première fois.

Il s'agit notamment, pour l'Ouest, du maintien de l'équilibre militaire et d'une capacité de défense convaincante, comme condition préalable de sa politique à l'égard des pays de l'Europe de l'Est; les armements soviétiques ayant continué à s'accroître, ce facteur a pris une plus grande importance. Le rapport Harmel, en 1967, présentait déjà la capacité de défense et la détente comme les deux piliers de la politique de l'OTAN

.../...

**SECRET**

# SECRET

- 11 -

U.E.O. SECRET

CR (79) 5

M. BERNARD-REYMOND déclare que les relations Est-Ouest viennent de connaître une étape importante avec l'aboutissement des négociations américano-soviétiques pour la limitation des armements stratégiques. Sans être en mesure encore de se prononcer sur le contenu de l'accord, puisqu'il n'est pas encore connu, la France accueille cet événement avec l'espoir que les deux plus grandes puissances ne se satisferont pas des limitations dont elles sont convenues et iront plus avant. Mais, dès à présent, elle veut y voir un témoignage que l'esprit de la détente est bien vivant.

Tous les pays représentés ici sont certainement d'accord pour considérer la détente comme un objectif prioritaire de leur action, et estimer qu'elle doit régler le comportement de tous les membres de la communauté internationale.

Cela vaut d'abord pour l'Europe, où la détente signifie aujourd'hui la consolidation du processus mis en route par la C.S.C.E. La réunion de Madrid, l'an prochain, sera un succès si les Etats participants, et les opinions, peuvent constater que des progrès effectifs et substantiels ont été réalisés dans la mise en oeuvre des dispositions arrêtées à Helsinki. C'est ce que la France dit à ses partenaires de l'Europe de l'Est en leur faisant très clairement observer que ces progrès ont été jusqu'ici insuffisants et que cette constatation doit stimuler leurs efforts pour appliquer l'Acte final.

L'évolution souhaitée sera favorisée par l'établissement entre tous les Etats du continent de relations plus étroites et plus confiantes. La France s'y emploie en poursuivant son dialogue politique avec l'Union soviétique et chacun des pays socialistes, en renforçant avec eux ses rapports de coopération économique et culturelle, en élargissant, chaque fois qu'elle le peut, les contacts humains. Cette politique a été récemment marquée par la venue en France de M. Kadar, au mois de novembre, et par les visites que M. Giscard d'Estaing a effectuées en mars

.../...

U.E.O. SECRET

# SECRET

# SECRET

- 12 -

U.E.O. SECRET

CR (79) 5

à Bucarest et, à la fin du mois dernier, à Moscou. Le gouvernement français croit que de bonnes relations entre la France et l'U.R.S.S. et les autres pays de l'Europe de l'Est contribuent à la stabilité de l'Europe et à la détente. Il se réjouit, de la même façon, des bons rapports que ses partenaires occidentaux peuvent établir avec ces mêmes pays. Le Secrétaire d'Etat ajoute, pour ce qui concerne la France, que d'autres rencontres, notamment au niveau des ministres des affaires étrangères, sont prévues avec la plupart des capitales de l'Est pour d'ici la fin de l'année.

La détente doit aller de pair avec le désarmement. La formidable concentration des armements en Europe ne traduit pas seulement la méfiance des deux camps en présence. Elle nourrit cette méfiance et hypothèque le processus de la détente. C'est pourquoi, en constatant que les voies explorées jusqu'ici n'avaient débouché sur aucun résultat, la France a proposé aux trente-cinq Etats signataires de l'Acte d'Helsinki de se pencher ensemble sur ces problèmes, dans le but d'abord de définir des mesures propres à renforcer véritablement la confiance et de parvenir ensuite à une réduction effective des arsenaux.

Il est clair, cela étant, que la détente repose aussi sur un équilibre des forces. Il serait malvenu de soutenir l'idée que les efforts légitimes faits pour maintenir ou restaurer un équilibre, qui garantit la sécurité, seraient contraires à la détente. Cela veut dire que la France entend maintenir, aussi longtemps qu'il lui apparaîtra nécessaire, son effort de défense.

On sait aussi que la détente est affectée par les crises et les foyers de tensions et de conflits qui existent hors d'Europe. L'on a constaté une relative atténuation de ces tensions en Afrique, particulièrement vives l'an dernier à pareille époque. Mais comment ne pas être préoccupé par les répercussions possibles des événements d'Iran, d'Afghanistan ou de la situation au Proche-Orient ? Comment ne pas avoir ressenti de l'inquiétude devant les récents événements d'Asie du Sud-Est dans la mesure, en particulier, où ils sont apparus comme une conséquence de l'antagonisme entre la Chine et l'Union soviétique, qui constitue une des données majeures de la situation internationale actuelle, avec les risques qui peuvent en résulter pour le cours des relations entre l'Est et l'Ouest ?

.../...

U.E.O. SECRET

# SECRET



**SECRET**

- 13 -

U.E.O. SECRET

CR (79) 5

La France s'est félicitée, à propos de ces événements, de la retenue dont l'Union soviétique a fait preuve, et qui a confirmé son intérêt pour la détente. Elle pense, en conséquence, qu'il convient de favoriser, également dans l'intérêt de la détente, une meilleure insertion de la Chine dans le Monde.

Une amélioration durable des relations internationales suppose, par ailleurs, que les partenaires des relations Est-Ouest ne transportent pas leurs rivalités sur les autres continents, qu'ils ne cherchent pas à exploiter, à des fins politiques, militaires ou idéologiques, les crises qui peuvent y surgir, qu'ils se comportent donc avec modération. Tel est aussi le langage que la France tient à l'Est, l'élargissement de la détente à toutes les régions du monde constituant, avec la mise en oeuvre de l'Acte d'Helsinki et des progrès dans la voie du désarmement, le troisième des objectifs qu'elle assigne à son dialogue avec les pays socialistes.

M. FERGUSSON regrette qu'aucun ministre britannique n'assiste à la réunion, mais il est certain que toutes les délégations comprendront qu'il aurait été difficile à quiconque de s'absenter dans les circonstances actuelles. Il observe toutefois que le nouveau Premier ministre, dans son premier discours public sur les relations internationales, à l'arrivée à Londres du Chancelier Schmidt, s'est référé explicitement au Traité de Bruxelles modifié.

M. Fergusson pense qu'en raison des élections, il n'y a pas grand intérêt à analyser d'un point de vue purement britannique l'évolution des relations Est-Ouest durant l'année écoulée, car le gouvernement britannique examinera la situation et élaborera sa propre politique dans les mois à venir.

.../...

U.E.O. SECRET

**SECRET**

**SECRET**

- 14 -

U.E.O. SECRET

CR (79) 5

Le représentant britannique essaie ensuite de s'imaginer ce que doit penser l'ambassadeur de l'Union soviétique à Londres sur les relations anglo-soviétiques.

Tout d'abord, il doit se dire qu'elles ne sont pas particulièrement cordiales, et que le gouvernement britannique a cédé aux pressions exercées par les activistes à l'intérieur et à l'extérieur du Parlement, et adopté une attitude déclamatoire à l'égard des violations continues des droits de l'homme par l'Union soviétique. Il a dû constater qu'à la suite des procès qui se sont déroulés en Union soviétique l'année dernière à cette époque, le Royaume-Uni a délibérément réduit ses échanges avec l'Union soviétique; il a dû voir que des pressions s'exercent au Royaume-Uni à propos des jeux olympiques de Moscou (sujet de fierté pour tous les Russes), qui se dérouleront à un moment assez important, peu de temps avant la reprise de la C.S.C.E. à Madrid en novembre 1980.

Il se peut que l'ambassadeur de l'Union soviétique ait eu un peu plus de mal à comprendre, du fait de la nature du système auquel il est accoutumé, jusqu'à quel point les ministres sont sensibles à l'opinion publique et tiennent compte des sentiments sincères qu'elle exprime, notamment quand il s'agit des droits de l'homme, afin de s'assurer le soutien du public pour leur politique plus large de détente et pour la conduite des relations Est/Ouest qui les concernent. Il doit avoir remarqué la consternation de l'opinion publique, continuellement consciente de l'accumulation des armements, dont Mme Hamm-Brücher a parlé. Il doit avoir vu également qu'à la suite de la réunion des chefs de gouvernement de l'OTAN, en mai dernier, un gouvernement, qui d'habitude a du mal à maintenir le

.../...

U.E.O. SECRET

**SECRET**

**SECRET**

- 15 -

U.F.O. SECRET

CR (79) 5

niveau de son budget de défense, a pu aisément s'engager à l'augmenter de 3 % en valeur réelle et il a dû constater l'inquiétude suscitée, non seulement chez les experts militaires, mais aussi dans l'opinion publique bien informée, par le déploiement de nouveaux systèmes de missiles comme le SS-20. Il doit avoir perçu l'irritation croissante que provoque dans l'opinion publique britannique l'utilisation par l'Union soviétique de cet instrument, manoeuvrable à distance, que constituent les forces cubaines, et qui permet à l'Union soviétique, sans s'engager directement, de combler, à son propre profit, les vides qui existent dans certaines parties du monde; il a dû voir aussi la préoccupation croissante du peuple britannique, et assurément des pays occidentaux, devant l'aventurisme et l'opportunisme soviétiques. Bien sûr, il s'agit là d'une question à laquelle l'opinion britannique est particulièrement sensible, car elle se préoccupe des événements d'Afrique du Sud et de Rhodésie, et sans vouloir porter un jugement moral, il ne fait aucun doute que l'opinion publique dans son ensemble s'est étonnée de la facilité avec laquelle les éléments nationalistes insurgés ont pu obtenir des armes provenant de sources soviétiques.

L'ambassadeur de l'Union soviétique doit avoir examiné l'évolution des relations avec la Chine et expliqué, à qui voulait l'écouter, à quel point la Chine est un sujet de préoccupation pour les dirigeants soviétiques. Un facteur qui affecte manifestement les relations anglo-chinoises, et également les relations anglo-soviétiques, est la question de savoir si l'avion Harrier, à décollage vertical, doit ou non être vendu aux Chinois, et quelles seraient les conséquences militaires et stratégiques d'une telle vente. Dans les pays de l'Ouest, nombreux sont ceux qui pensent que cet avion a une importance plus symbolique que militaire, aussi bien pour les Chinois que pour l'Union soviétique.

.../...

U.F.O. SECRET

**SECRET**

**SECRET**

- 16 -

U.E.O. SECRET

CR (79) 5

Par dessus tout, l'ambassadeur de l'Union soviétique ferait état d'une cordialité relative des rapports entre les dirigeants de son pays et ceux d'autres pays occidentaux, qu'on ne trouve pas actuellement dans les relations entre l'Union soviétique et le Royaume-Uni il pourrait même constater l'absence de toute pression de la part de l'opinion publique pour un réchauffement des relations avec l'Union soviétique. Du côté britannique, on n'a pas manqué de noter que, par exemple, N. Brejnev s'est rendu à Bonn en mai 1978 et que le Président Giscard d'Estaing vient juste de rentrer de Moscou, mais que les dirigeants soviétiques n'ont jamais rendu au Royaume-Uni, à ce niveau, la visite que le premier ministre, M. Wilson, a effectuée en Union soviétique en février 1975. Le ministre des affaires étrangères, M. Owen, s'est rendu à Moscou à l'automne 1977, mais M. Gromyko n'a effectué en retour aucune visite au Royaume-Uni, bien que l'accord de février 1975 prévoit théoriquement un échange de visites annuel au niveau des ministres des affaires étrangères. Toutefois, il est incontestable que cette froideur est liée en partie à l'absence de toute initiative soviétique pour rendre ces relations plus chaleureuses. Mais récemment, pour des raisons que le gouvernement britannique n'est pas encore parvenu à saisir, certains indices ont montré que l'Union soviétique pensait qu'elle aurait intérêt à faire des ouvertures. Par exemple, il a été suggéré qu'en l'honneur de l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement, les autorités soviétiques pourraient se faire représenter, à un niveau très élevé, à l'inauguration de l'exposition soviétique à Londres, qui doit avoir lieu à la fin de la semaine suivante. Pour le moment, il est prévu que l'exposition sera ouverte par M. Patolitchev, ministre soviétique du commerce extérieur.

Le vice-ministre soviétique des affaires étrangères effectuera une visite au Royaume-Uni à la mi-juin, et on espère que celle-ci marquera le début de relations solides avec l'Union soviétique, à un niveau pratique, car c'est seulement au moyen d'échanges de ce genre que les deux gouvernements peuvent parvenir à comprendre correctement leurs politiques respectives.

.../...

U.E.O. SECRET

**SECRET**



**SECRET**

- 17 -

U.E.O. SECRET

CR (79) 5

Dans son analyse, l'ambassadeur soviétique ferait une comparaison entre cette période de froideur relative et les indices qu'il aurait recueillis sur l'attitude du nouveau gouvernement. Jusqu'à présent, pas grand' chose n'a été dit en public, mais la veille, dans son discours au Parlement, la Reine a déclaré que le gouvernement prendrait des mesures pour améliorer la sécurité du pays et augmenter sa contribution à l'Alliance de l'Atlantique Nord, sur laquelle repose la défense de la Grande-Bretagne, et qu'il maintiendrait l'efficacité de la force de dissuasion britannique, tout en recherchant une plus grande stabilité dans les relations Est/Ouest. Au cours de la conférence de presse qu'elle a tenue le vendredi précédent, à la fin de la visite du Chancelier Schmidt à Londres, Mme Thatcher a indiqué, en réponse à une question qui lui avait été posée, qu'elle était favorable à la détente, à condition que celle-ci soit réelle et à double sens. Ce ne doit pas être une détente à sens unique : bien qu'ils ne soient nullement différents, ces deux types de détente font partie de la même stratégie. Il faut poursuivre une politique de détente quand c'est possible, mais toujours à partir d'une position de force sur le plan militaire.

M. Fergusson pense donc que l'ambassadeur de l'Union soviétique se montrera prudent, dans le rapport qu'il prépare à l'intention de Moscou, sur les perspectives d'un changement rapide et spectaculaire dans les relations anglo-soviétiques.

.../...

U.E.O. SECRET

**SECRET**

# SECRET

- 18 -

U.F.O. SECRET

CR (79) 5

En conclusion, il observe que, s'il est vrai que les rapports de la Grande-Bretagne avec l'Union soviétique ont été plutôt froids l'année passée, il n'en va pas de même de ses relations avec les pays de l'Europe de l'Est. Le gouvernement britannique pense que, depuis un an ou deux, il est plus facile d'entretenir un dialogue raisonnable, intelligent et ouvert avec des pays comme la Pologne, la Hongrie et la Roumanie - sans s'attendre à ce qu'ils modifient leur politique - qu'avec l'Union soviétique. D'ailleurs, il est intéressant de noter à ce propos la remarque qu'a faite il y a une semaine ou deux un des pays neutres et non alignés représentés à Helsinki : si l'on considère les pays de l'Europe de l'Est, il est intéressant de constater à quel point ils mettent de plus en plus l'accent sur l'aspect "européen", et de moins en moins sur l'aspect "oriental". Le gouvernement britannique considère que c'est là une évolution positive.

Le gouvernement britannique a échangé les visites suivantes avec les pays de l'Europe de l'Est durant l'année écoulée.

En ce qui concerne la Pologne, sont venus au Royaume-Uni : M. Wojtaszek, ministre des affaires étrangères, en novembre 1978, M. Lejczak, ministre des mines, en octobre 1978, et M. Czyrek, vice-ministre des affaires étrangères, en avril 1979.

Pour ce qui est de la Hongrie, M. Nagy, vice-ministre des affaires étrangères, a effectué une visite au Royaume-Uni du 29 janvier au 1er février 1979. Réciproquement, se sont rendus en Hongrie : M. Dell, secrétaire d'Etat au commerce, en juillet 1978, Lord Goronwy-Roberts, ministre d'Etat au ministère des affaires étrangères et du Commonwealth, en septembre 1978, M. John Davies, porte-parole de l'opposition pour les questions de politique étrangère, en octobre 1978, et M. Moyle, ministre d'Etat à la santé, en novembre 1978. L'Archevêque de Canterbury doit se rendre en Hongrie en mai 1979.

M. Smith, secrétaire d'Etat au commerce, s'est rendu en Tchécoslovaquie du 22 au 24 mars 1979.

.../...

U.F.O. SECRET

# SECRET

**SECRET**

- 10 -

U.E.O. SECRET

CR (79) 5

En ce qui concerne la Roumanie, le président Ceausescu est venu en visite officielle en juin 1978, et sont prévues pour 1979 les visites de M. George Petrescu, ministre d'Etat aux constructions mécaniques, et de M. Paul Niculescu, ministre des finances; Lord Peart, lord du Sceau privé, s'est rendu en Roumanie en décembre 1978.

S'agissant de la Bulgarie, sont venus au Royaume-Uni M. Pankov, ministre de l'industrie, en juillet 1978, M. Chakarov, ministre des constructions mécaniques et de la métallurgie, en février 1979, et M. Ginev, vice-ministre du commerce extérieur, en avril 1979. Lord Goronwy-Roberts s'est rendu en Bulgarie en septembre 1978.

De Yougoslavie, sont venus le premier ministre de Macédoine en décembre 1978, le premier ministre de Serbie en février 1979, et le général Potokar, chef d'état-major de la défense, en novembre 1978. Réciproquement, sont allés en Yougoslavie, le Prince de Galles en octobre 1978, et M. Judd, ministre d'Etat au ministère des affaires étrangères et du Commonwealth, en janvier 1979.

Enfin, M. Nier, vice-ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande, effectuera une visite au Royaume-Uni les 21 et 22 mai.

Après avoir expliqué que son secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. van der Mei, comptait fermement assister à la présente réunion, mais qu'il a dû, alors qu'il ne s'y attendait pas, participer à un débat parlementaire, à La Haye, sur les modalités techniques des élections directes à l'Assemblée européenne, M. FACK déclare qu'il a écouté avec un vif intérêt l'exposé introductif de Mme Hamm-Brücher et les déclarations des autres représentants. Il peut les assurer que le gouvernement des Pays-Bas partage largement leurs préoccupations.

.../...

U.E.O. SECRET

**SECRET**